

ple. Au cours de la première guerre mondiale, l'Allemagne se trouvait vraiment en difficultés. Qu'ont fait les Allemands? Ils ont pris l'humble pomme de terre, et ils en ont extrait l'essence dont ils avaient besoin pour faire marcher leurs véhicules de guerre. Si l'on peut faire cela des pommes de terre, que peut-on faire du blé? Je critique ceux qui manquent d'initiative intellectuelle pour présenter des idées dans ce domaine. C'est cela qui mettrait le Canada sur la voie de la grandeur.

Si l'on continue de nous doter de discours du trône comme celui que nous étudions, pauvres en imagination, en programmation et en prévisions, le pays n'avancera pas, il restera immobile.

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, comme d'autres députés l'ont fait au cours du débat, je m'empresse de féliciter les motionnaires de l'Adresse de leurs discours (MM. Trudel et Douglas, Assiniboia), et je félicite aussi les orateurs précédents qui ont parlé de logement et d'affaires urbaines.

L'une des grandes questions du débat en cours est le choix—la capacité et la responsabilité de soutenir et de constamment renouveler, de mille et une façons et à tous les niveaux, les choix quant au genre de pays que veulent les Canadiens.

Le Canada est né et continue d'évoluer sous le régime de cet impératif, mais une éthique nouvelle insiste sur l'examen de deux principales considérations: premièrement, les détenteurs traditionnels du pouvoir doivent s'écarter pour que le choix retombe sur le plus grand nombre de personnes suffisamment éclairées pour fonder leur choix sur les avantages offerts; et deuxièmement, les critères du choix ont changé pour beaucoup d'entre nous à cause de la richesse matérielle croissante, de la complexité et de la concentration de notre société. Par exemple, on reconnaît de plus en plus que la croissance économique pour les seules fins de la croissance économique, pour parler franc, doit être progressivement tempérée par des considérations, des choix, qui placent la croissance au service du confort social et de la stimulation des Canadiens.

Ce ne sont pas encore là de parfaits truismes mais plutôt les objectifs du gouvernement actuel et, je pense, des autres gouvernements au Canada. Ils sont certes au cœur même de l'initiative de la création du ministère des affaires urbaines et du logement. Ils constituent et sa raison d'être et les principes directeurs qui présideront à son fonctionnement. Des options, élaborées avec une clairvoyance sans pareille au Canada, doivent être arrêtées de toute urgence car, selon les prédictions, nous nous acheminons à une allure effroyable vers l'urbanisation à 94 p. 100 d'ici 30 ans. Nous pouvons entrevoir un Canada dont le développement aura vraisemblablement pour résultat de grouper 73 p. 100 de la population dans 12 principaux centres, un Canada dont la population aura bientôt doublé et dont 45 p. 100 seront concentrés dans trois grands foyers de vie nationale, à savoir, Toronto, Montréal et Vancouver. Dans ces trois villes, la population sera aussi dense, si c'est là ce que nous voulons, qu'à New York, Chicago et Tokyo.

M. l'Orateur suppléant: Je regrette d'interrompre le ministre, mais il est maintenant 1 heure et je dois quitter le fauteuil jusqu'à 2 heures.

La séance est levée à 1 heure.

[M. Hales.]

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

L'hon. M. Andras: Monsieur l'Orateur, je parlais ce matin de la nécessité pour nous tous qui occupons des charges électives de créer les rouages qui permettront aux Canadiens de toujours exercer leur choix dans des conditions raisonnables. J'ai aussi fait mention des extrapolations démographiques relatives aux 30 prochaines années, d'après lesquelles la population du Canada doublera et se concentrera, dans une proportion de 45 p. 100, à Toronto, Montréal et Vancouver. J'ai comparé ces perspectives à ce qui est survenu dans les grandes villes au sud de notre frontière et dans d'autres pays.

A propos de l'exercice de son choix, la première question à se poser est celle-ci: voulons-nous que nos villes aient le même visage que ces autres agglomérations et devons-nous agir comme on l'a fait dans des endroits comme Chicago, Los Angeles, Detroit, New York et Tokyo? Le processus de l'urbanisation rapide est assez inexorable. C'est maintenant, pendant la décennie allant de 1970 à 1980, que cette croissance atteindra son rythme le plus rapide. Durant les trois décennies suivantes, il nous faudra nous assurer les moyens de faire face à ce qui sera devenu, compte tenu du nombre des habitants, un autre Canada. C'est aujourd'hui que nous devons nous demander si nous laisserons notre Canada urbain continuer à se développer d'une façon relativement incontrôlée, boîteuse et insalubre, d'une façon trop souvent inéquitable.

Je tiens plutôt à considérer le Canada comme un pays d'options, où abondent les ouvertures axées sur la collaboration, auquel un effort de consultation et de coordination donne corps pour lui permettre de parvenir à un haut degré d'excellence. Peut-être serait-ce un Canada qui évitera de sombrer dans le vaste désespoir social et l'effroyable malaise social qu'une évolution sans frein a déclenchés dans d'autres pays et qui nous ont menacés de si près récemment. Il ne s'agit pas—et je tiens à le souligner—d'un idéalisme de conte de fées. C'est une attitude pragmatique et pratique qu'il nous est possible de prendre.

Nous avons encore le temps et les ressources voulus pour écrire notre propre histoire urbaine telle que nous l'envisageons nous-mêmes plutôt que de la laisser s'écrire au petit bonheur. Commençons par donner à notre milieu un aspect et un sens humain qui nous soient propres. Choisissons des milieux où les gens puissent trouver des espaces purs; où le clivage social soit, à dessein, mal défini; où les plus faibles aient un sentiment aigu de leur valeur; où soit garantie l'intimité personnelle et familiale qui nous donne un sentiment d'appartenance à une collectivité et nous permettra de faire face à la vie.

Permettez que je reprenne les termes que je viens d'employer: consultation, collaboration, coordination. Ces mots ne sont pas tirés d'une berceuse ni ne veulent farder le supposé manque d'intentions véritables de la part du gouvernement. De fait, ils indiquent précisément la manière dont nous aborderons les problèmes que pose, à l'échelon fédéral, l'urbanisation rapide au Canada, et la façon dont nous nous comporterons avec les gouvernements provinciaux, de qui elle relève d'abord, ainsi qu'avec les municipalités à l'intérieur des provinces.